

Compte rendu

Ouvrage recensé :

STEVEN BERNSTEIN et WILLIAM COLEMAN (dir.), 2009, *Unsettled Legitimacy. Political Community, Power, and Authority in a Global Era*, coll. Globalization and Autonomy, Vancouver, UBC Press, 392 p.

par Nicolas Lemay-Hébert

Études internationales, vol. 42, n° 1, 2011, p. 117-119.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/045880ar>

DOI: 10.7202/045880ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Comptes rendus

THÉORIE, MÉTHODE ET IDÉES

Unsettled Legitimacy. Political Community, Power, and Authority in a Global Era

Steven BERNSTEIN et William COLEMAN (dir.), coll. *Globalization and Autonomy*, Vancouver, UBC Press, 2009, 392 p.

L'ouvrage collectif *Unsettled Legitimacy*, publié aux Presses de l'Université de la Colombie-Britannique, renforce le créneau de la collection *Globalization and Autonomy*, résolument tournée vers les théories transnationalistes. Il est un excellent complément des ouvrages *Global Ordering. Institutions and Autonomy in a Changing World* (L. Pauly et W. Coleman) et *Renegotiating Community. Interdisciplinary Perspectives, Global Contexts* (D. Brydon et W. Coleman), publiés dans la même collection en 2008. Le point de départ théorique de l'ouvrage est le suivant : la plus récente mondialisation a remis en question la relation d'autorité entre, d'une part, les institutions de gouvernance régissant les rapports humains, et, d'autre part, les individus et les communautés aux niveaux local, national, régional ou international. Le résultat est une transformation du concept même de légitimité, un thème que les auteurs explorent sur une large palette de sujets, allant de la gouvernance d'Internet aux droits des minorités nationales ou aux interventions militaires. L'ouvrage réunit 17 chercheurs venant majoritairement d'universités canadiennes et il est divisé en quatre parties distinctes : 1) les fondations normatives du concept de légitimité et d'autonomie ; 2) légitimité :

conciliation entre la différence et l'autonomie ; 3) légitimité, autonomie et violence ; et 4) légitimité et autonomie à l'échelle régionale et globale. Pour la présente recension, je mettrai l'accent sur l'approche théorique sous-tendant l'ouvrage, donc la première partie, dont les trois contributions (quatre si l'on inclut l'introduction) constituent le noyau conceptuel du projet.

Premier point qui mérite d'être relevé, cette crise de légitimité telle qu'elle est définie par les auteurs se fonde sur une conception strictement wébérienne des concepts de puissance, d'autorité et de légitimité. La légitimité politique est donc « la justification d'une forme d'autorité ou de domination » (Weber 1978), la légitimité étant définie comme « l'acceptation et la justification par une communauté d'un rapport d'autorité ». Suivant la tradition wébérienne, une telle définition s'appuie sur la prémisse voulant que la puissance politique soit une soumission routinière à l'autorité étatique et que « les règles sous-tendant la relation d'autorité doivent être respectées ». En fait, dans les mots de Carl Friedrich, Weber présume que « tout gouvernement est nécessairement légitime », puisque, comme le dit Peter Blau, « Weber n'interroge pas les conditions structurelles poussant à l'émergence d'une forme particulière d'autorité ». Ainsi, lorsque l'on assiste à l'effritement des capacités étatiques, on postule immédiatement l'effritement des relations de légitimité et d'autorité de la communauté politique, permettant immédiatement à d'autres relations de légitimité de prendre le relais, que ce soit au niveau supranational ou infranational.

Les directeurs de l'ouvrage reconnaissent qu'il existe des conceptions alternatives du concept de légitimité, mettant en avant les croyances partagées d'une population donnée, donc en ne définissant pas uniquement la légitimité comme le fait d'être considéré comme légitime. Toutefois, la majorité des auteurs suivent les préceptes wébériens, ce qui les pousse à adopter une vision restrictive de la « crise de légitimité » telle qu'elle est présentée en introduction. Si, depuis les travaux précurseurs de l'économie politique internationale, la crise des capacités de l'État fait relativement consensus dans la communauté, bien qu'il existe toujours un débat autour du fait que l'État semble apte à remobiliser les ressources en temps de crise, la teneur réelle de cette crise au regard des relations de légitimité et d'autorité entre une population et l'État-nation semble toujours floue. Les nouvelles relations sociales qui se composent à la suite de cette crise des capacités étatiques (crise produite par l'accroissement des forces de la mondialisation, faut-il le rappeler) favorisent l'émergence de nouvelles « communautés », où « les possibilités d'action engendrent de nouvelles compréhensions des relations sociales, menant ainsi à l'accroissement des possibilités d'action », et ainsi de suite. Les auteurs semblent ouvertement optimistes quant aux possibilités de « renégociation » des communautés humaines et de redéploiement des structures d'autorité. Si l'État-nation ne monopolise plus les ressources économiques, politiques et sociales comme auparavant (l'a-t-il déjà fait ?), la nation comme entité politico-culturelle reste tout aussi présente et centrale, même dans un contexte d'accélération des flux économiques et sociaux. On pourrait même argumenter qu'elle se retrouve renforcée paradoxalement par

cette mondialisation qui entend déstructurer ces communautés traditionnelles.

Les auteurs partent donc de la prémisse que les configurations traditionnelles de la souveraineté sont mises à mal par les assauts récents de la mondialisation. Pour y faire face, les auteurs appellent à la mise sur pied d'un ensemble de mesures que les directeurs de l'ouvrage ont regroupées autour du concept d'« internationalisme libéral global » (*global form of liberal internationalism*). Ce concept entend englober trois points distincts. Tout d'abord, les auteurs mettent en garde contre les nouvelles formes de configuration d'autorité suivant l'effritement des instances traditionnelles, qui pourraient mettre en péril les libertés individuelles et collectives (incitant donc à demeurer sur nos gardes et à ne pas considérer toute modification de l'ordre traditionnel comme étant nécessairement positive). Ensuite, ils préviennent que la montée en force d'une société civile transnationale peut constituer également une menace aux nouvelles configurations d'autorité si celle-ci n'est pas adéquatement prise en compte par les acteurs internationaux. Enfin, les auteurs appellent à prendre en considération les valeurs libérales de droits humains, de droits démocratiques et de citoyenneté, dans le but de renforcer cette société civile internationale et de l'affranchir des relations traditionnelles d'autorité. « L'internationalisme libéral global » ainsi défini semble donc tout à fait cohérent avec le corpus transnationaliste, aussi vaste et hétérogène soit-il (B. Badie, J. Nye, J. Rosenau, J. Ruggie, etc.). Qui plus est, les auteurs eux-mêmes refusent l'appellation de postmodernisme, notamment parce qu'ils entendent présenter leurs arguments « au service d'idéaux de justice et d'égalité ». Comme les auteurs

l'indiquent eux-mêmes, derrière cet « internationalisme libéral global » se profile un fait social purement canadien, qui inscrit ce projet solidement dans le contexte culturel des contributeurs. Cette apparente limite de l'ouvrage s'avère en fait une force, créant une réflexion cohérente et solide autour d'un thème central dans l'étude des relations internationales contemporaines, pour autant que le lecteur accepte la grille de lecture inhérente à l'ouvrage. Somme toute, il s'agit d'un ouvrage très bien construit et tout à fait pertinent, qui propose une réflexion intéressante sur une réalité multiforme des relations internationales contemporaines.

Nicolas LEMAY-HÉBERT

*École des sciences de la gestion (ESG)
et Chaire Raoul-Dandurand en études
stratégiques et diplomatiques
Université du Québec à Montréal*

**Imbalance of Power.
US Hegemony
and International Order**

*I. William ZARTMAN (dir.), 2009,
Boulder, CO, Lynne Rienner, 289 p.*

L'analyse politique est en partie basée sur la quête d'une meilleure compréhension de la construction, du maintien et de l'effondrement de l'ordre au sein de communautés politiques. Au niveau mondial, la fin de la guerre froide a marqué la fin de l'ère bipolaire et le début d'un nouvel ordre dominé par les États-Unis. Quelle est la nature de cet ordre ? Comment évoluera l'ordre international au 21^e siècle, qui seront les principaux acteurs et quelles politiques devraient-ils adopter afin de maximiser tant leur propre intérêt que la stabilité et la justice internationales ? Onze auteurs, dont plusieurs figures dominantes de la discipline des Relations internationales,

tentent de répondre à ces questions dans cet ouvrage collectif dirigé par William Zartman.

La principale caractéristique de l'ordre actuel est la prépondérance de la puissance américaine. Au-delà de cette conclusion, toutefois, l'ouvrage ne parvient pas à un consensus quant au statut des États-Unis. Pour le père du réalisme structurel, Kenneth Waltz, les États-Unis sont « seuls au monde » : le système bipolaire de la seconde moitié du vingtième siècle a été remplacé par un système unipolaire. En l'absence de contreponds, la politique étrangère américaine est prévisible : elle est arbitraire et parfois destructrice.

Selon Paul Schroeder, l'histoire montre que les grandes puissances doivent choisir entre hégémonie et ambitions impériales. Le mirage impérial est invitant, mais dans le système westphalien il ne peut que mener au désordre et à une perte de puissance, alors que l'hégémonie peut créer un ordre stable. Selon Schroeder, la politique américaine des dernières années s'apparente à une quête impériale ; elle a donc entraîné un déclin de la possibilité d'une hégémonie « utile » et a contribué à produire un désordre hobbesien au Moyen-Orient.

Dans ce contexte de prépondérance américaine, la question de la réaction du reste de la communauté internationale continue d'alimenter les débats. Les différents contributeurs ne s'entendent pas à savoir si un contreponds à la puissance américaine est en cours de formation, possible, ou même souhaitable. Selon Waltz, la domination américaine est telle qu'un État ou une coalition d'États ne peut s'y opposer avec succès. Pour Robert Jervis, Gustav Schmidt et Francis Fukuyama, par contre, un